

Avenant n° 1 du 12 décembre 2019

à l'accord du 18 octobre 2012
relatif au financement du paritarisme

NOR : ASET2050780M

IDCC : 2770

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

SNEP ;

SMA,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFE-CGC ;

SFA CGT ;

SNM FO ;

FNSAC CGT ;

FASAP FO ;

SNPEP FO,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Conformément à l'article 12.5 de la convention collective nationale de l'édition phonographique et à l'article 2 du protocole d'accord constitutif de la commission paritaire nationale emploi formation dans l'édition phonographique (CPNEF/EP) du 13 avril 2005, les partenaires sociaux ont conclu, le 18 octobre 2012, un accord sur le financement du paritarisme et, le 12 décembre 2013, un accord constituant l'association paritaire de l'édition phonographique et définissant les statuts de cette dernière.

La suppression des élections IRPS d'AUDIENS a conduit les partenaires sociaux à réviser les modalités de répartition de la part de l'indemnité revenant au collègue salariés.

Depuis la mise en place de la collecte, celle-ci était confiée à l'AFDAS mais l'OPCO n'a plus la capacité à assurer cette collecte. Le présent avenant a donc notamment pour objet de désigner l'AGEPRO en remplacement de l'AFDAS.

Le présent avenant a également pour objet de modifier les modalités de financement du paritarisme dans la branche de l'édition phonographique et les modalités de répartition des sommes dues aux organisations de salariés.

L'avenant à cet accord est négocié en CPPNI commune des éditions dans sa forme annexe spécifique édition phonographique. Il modifie le protocole d'accord sur le financement du paritarisme dans la branche de l'édition phonographique du 18 octobre 2012.

Article 1^{er}

L'article 3 du protocole d'accord précité est rédigé comme suit :

« Article 3 | Ressources

Le financement du paritarisme est assuré :

- par une contribution mutualisée versée par les employeurs entrant dans le champ d'application du présent accord ;
- par toute subvention qui pourrait être accordée par l'État ou les collectivités publiques ;
- par toute autre ressource autorisée par les textes législatifs ou réglementaires.

La contribution versée par les employeurs est égale à 0,07 % des salaires servant de base aux déclarations effectuées par établissement (SIRET) en retraite complémentaire à AUDIENS. Elle concerne l'ensemble du personnel.

Elle est acquittée annuellement sur la masse salariale de l'année précédente.

L'appel de cette contribution est confié à l'AGEPRO, organisme collecteur de fonds mutualisé agréé par la branche. Les conditions de reversement de cette collecte feront l'objet d'une convention entre l'AGEPRO et l'association de gestion visée à l'article 8 du présent accord.

Les signataires du présent protocole conviennent d'ores et déjà de se rencontrer 1 an après l'entrée en vigueur dudit protocole pour discuter de bonne foi l'opportunité d'une révision du niveau de la contribution versée par les employeurs. »

Article 2

Le 5^e alinéa de l'article 5 du protocole d'accord précité est rédigé comme suit :

« Modalités de répartition de la part de l'indemnité revenant au collège salariés :

- 50 % pour les permanents, administratifs et techniciens :
 - au prorata des pourcentages de l'arrêté du 11 juin 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective nationale de l'édition phonographique pour les années de droit 2013, 2014, 2015 et 2016 ;
 - au prorata des pourcentages de l'arrêté du 21 juillet 2017 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective nationale de l'édition phonographique pour les années de droit 2017 à fin 2020.
- 50 % pour les artistes interprètes au prorata du dernier résultat aux élections IRPS (2009) du groupe AUDIENS (section artistes interprètes) et ce, jusqu'à fin 2020. »

Article 3

L'article 5 du protocole d'accord précité est complété par ce qui suit :

« Les organisations syndicales représentatives des salariés communiquent à l'APEP, en charge du secrétariat de l'association de gestion du paritarisme, les éléments nécessaires au paiement des sommes dues. Dans le cas où plusieurs fédérations

d'une même confédération sont représentées dans la branche, l'APEP versera les sommes dues à la fédération désignée par les représentants au CA de l'APEP, à charge pour le récipiendaire d'effectuer la répartition vers les différentes organisations affiliées à la confédération et d'informer l'APEP de ces modalités de répartition. Lorsque plusieurs organisations relevant d'une même confédération participent aux instances paritaires de la branche, il leur appartient également d'informer l'APEP des modalités de répartition entre elles. »

Article 4

L'enveloppe indemnitaire de 20 %, prévue à l'article 6 du protocole d'accord du 18 octobre 2012 sur le financement du paritarisme dans la branche de l'édition phonographique, réintègre l'assiette de l'aide au paritarisme visée à l'article 5 du même texte, soustraction faite des remboursements sur justificatifs effectués par l'APEP auprès des membres des instances paritaires.

Le 2^e alinéa de l'article 5 de l'accord précité est supprimé.

Les alinéas 3, 4 et 5 de l'article 6 de l'accord précité sont supprimés.

Article 5

Le champ d'application de l'accord du 18 octobre 2012 demeurant inchangé, les partenaires sociaux reconnaissent expressément que les seules organisations bénéficiaires de l'aide au paritarisme sont celle issues de l'ancienne branche édition phonographique.

Article 6

Le présent accord entre en vigueur au jour de sa signature. Il sera déposé conformément à la loi.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 12 décembre 2019.

(Suivent les signatures.)